



HAL
open science

CONTRIBUTION DE LA SPHERE INFORMELLE A L'ECONOMIE MAROCAINE: QUELLES MESURES DE TRANSITION VERS L'ECONOMIE FORMELLE? (CAS DE LA COOPERATIVE ATTAWAFOUK DE TRI DES DECHETS)

Jamila Ez-Zaouine, Abdelkbir Elouidani

► To cite this version:

Jamila Ez-Zaouine, Abdelkbir Elouidani. CONTRIBUTION DE LA SPHERE INFORMELLE A L'ECONOMIE MAROCAINE: QUELLES MESURES DE TRANSITION VERS L'ECONOMIE FORMELLE? (CAS DE LA COOPERATIVE ATTAWAFOUK DE TRI DES DECHETS). *Revue marocaine de recherche en management et marketing*, 2019, 11 (1), 10.5281/zenodo.3679469. hal-04180022

HAL Id: hal-04180022

<https://hal.science/hal-04180022v1>

Submitted on 10 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

**CONTRIBUTION DE LA SPHERE INFORMELLE A L'ECONOMIE
MAROCAINE : QUELLES MESURES DE TRANSITION VERS
L'ECONOMIE FORMELLE ? (CAS DE LA COOPERATIVE ATTAWAFOUK
DE TRI DES DECHETS)**

**CONTRIBUTION OF THE INFORMAL SPHERE TO THE MOROCCAN
ECONOMY: WHAT TRANSITION MEASURES TO THE FORMAL
ECONOMY? (CASE OF ATTAWAFOUK COOPERATIVE WASTE
SORTING)**

JAMILA EZ-ZAOUINE

Doctorante à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et
Sociales, Ibn Zohr, Agadir, Maroc
ezzaouinejamila@gmail.com

ABDELKBIR ELOUIDANI

Enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Juridiques
Economiques et Sociales, Ibn Zohr, Agadir, Maroc
elouidani@gmail.com

Date de soumission : 05/01/2019

Date d'acceptation : 08/05/2019

DOI : <https://doi.org/10.5281/zenodo.3679469>

RESUME

On s'aperçoit de plus en plus que les acteurs informels sont à la recherche de meilleures conditions de vie, ils développent en continu des activités socio-économiques locales absorbant une masse importante de main d'œuvre à la recherche d'emploi. Cette autre voie de développement, appelée « économie informelle », constitue aujourd'hui pour les acteurs de la classe populaire une alternative de croissance socio-économique face à l'Etat et au marché. A partir de l'analyse de l'état de l'art de l'économie informelle, et d'une enquête de terrain sur la coopérative ATTAWAFOUK de tri des déchets en provenance des villes de Rabat-Salé-Témara, cette communication a pour objectif d'explorer le processus de transition du tri informel vers le tri formel, et par la suite, de développer un modèle contextuel résumant les différentes mesures pouvant être utiles pour la réussite de cette transition.

MOTS CLES : Economie informelle, économie formelle, transition, modèle contextuel, coopérative

ABSTRACT

It is becoming increasingly clear that informal actors are looking for better living conditions, they are continuously developing local socio-economic activities that absorb a large number of people looking for work. This other path of development, called the "informal economy", is today for the people of the popular class an alternative of socio-economic growth facing the state and the market. Based on the analysis of the state of the art of the informal economy, and a field survey on the ATTAWAFOUK cooperative recycling waste from the cities of Rabat-Salé-Témara, this communication aims to The objective is to explore the process of transition from informal sorting to formal sorting, and subsequently to develop a contextual model summarizing the various measures that may be useful for the success of this transition.

KEY WORDS: Informal economy, formal economy, transition, contextual model, cooperative

INTRODUCTION

Le secteur informel est de plus en plus appelé « économie informelle » pour écarter l'idée que l'informalité se limite à un secteur d'activité économique spécifique mais concerne plutôt de nombreux secteurs. Le terme économie informelle désigne donc «*all economic activities by workers and economic units, that are – in law or in practice – not covered or insufficiently covered by formal arrangements*»(Becker 2004).

Contrairement aux prévisions de nombreux économistes influencés par la pensée de W. Arthur Lewis, la sphère informelle s'est développée au cours de la dernière décennie. Un énorme réservoir de main-d'œuvre excédentaire a donc créé son propre moyen de subsistance pour survivre.

Au Maroc, l'économie informelle est pourvoyeuse d'emploi avec 2,4 millions, elle pèse plus de 20% du PIB, hors secteur primaire, et génère une valeur ajoutée qui s'élève à 170 milliards de dirhams. Pourtant, cette économie est jugée déloyale par la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), qui selon elle, fait perdre aux entreprises formelles de leur rentabilité et de leur compétitivité, en limitant les investissements et l'innovation, d'une part ; et représente un manque à gagner de 40 milliards de dirhams pour l'État en termes de recettes fiscales et de cotisations sociales, d'autre part.

Il est donc normal que l'on s'interroge sur la contribution de la sphère informelle dans l'économie marocaine et que l'on s'efforce de répondre à la question suivante : Comment peut-on réussir la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle ?

On s'intéresse dans cet article au diagnostic de l'économie informelle au Maroc à travers la détermination de la contribution de cette sphère dans l'économie nationale. Aussi, notre propos consiste à analyser plus particulièrement à quel point le processus de transition du tri informel vers le tri formel est réussi. Nous allons donc présenter en premier lieu les concepts, structure et démarches de l'économie informelle, mettre l'accent sur la contribution de cette sphère dans l'économie marocaine, avant de nous focaliser sur l'analyse des résultats de notre enquête de terrain visant à explorer le processus de transition du tri informel vers le tri formel au Maroc, et par la suite détailler les mesures.

**1. DIAGNOSTIC DE L'ECONOMIE INFORMELLE : QUELLE CONTRIBUTION DE LA SPHERE
INFORMELLE DANS L'ECONOMIE MAROCAINE ?**

1.1. CONCEPTS, STRUCTURE ET DEMARCHES DE L'ECONOMIE INFORMELLE

Comme l'a rappelé Charmes(1987),le concept de secteur informel est apparu dans la théorie économique du développement. En effet, selon Becker (2004)l'économie informelle est la partie non formelle de l'économie de marché non réglementée qui produit des biens et des services destinés à la vente ou à d'autres formes de rémunération. Le terme «économie informelle» désigne donc toutes les activités économiques des travailleurs et des unités économiques qui - en droit ou en pratique - ne sont pas ou insuffisamment couvertes par des arrangements formels. Pour William(2005), l'économie informelle est une réponse construite de la société civile à une ingérence non souhaitée de la part de l'État. Le caractère universel de ce phénomène reflète la capacité considérable de résistance de la plupart des sociétés à l'exercice du pouvoir de l'État.

Cependant, la logique d'évolution de l'entreprise moderne est généralement différente dans le cas d'une entreprise informelle où les bénéfiques sont rarement investis pour son développement technique et statutaire, mais sont plutôt investis dans d'autres activités de types informels (Lautier 2004). La pluriactivité chez l'entrepreneur informel symbolise la « bonne santé » de ses activités (Lognon 2010). Alors, les acteurs du secteur informel ne sont pas forcément des pauvres ou des marginaux (Droh 2013), la société des entrepreneurs informels n'est pas civile, mais économique du moment où elle crée des richesses (Soko 2011).

L'économie informelle n'est pas un phénomène temporaire. Elle possède un potentiel important de création d'emplois et de revenus, et son existence contribue fortement à répondre aux besoins des consommateurs pauvres en leurs fournissant des biens et des services accessibles et à bas prix. L'émergence de cette sphère est donc consécutive aux difficultés qu'éprouve l'économie moderne (formelle) à absorber un surplus toujours croissant de main-d'œuvre.

Buehn et Schneider (2012) définissent le secteur informel comme des activités de production fondées sur le marché qui sont délibérément dissimulées à l'autorité de l'État afin d'éviter les taxes et les réglementations.

CONTRIBUTION DE LA SPHERE INFORMELLE A L'ECONOMIE MAROCAINE : QUELLES MESURES DE TRANSITION VERS L'ECONOMIE FORMELLE ?

Dans le rapport de Bank Al-Maghrib (2017), le Haut-commissariat au plan (HCP) définit le secteur informel comme « toutes les unités de production non agricoles ne disposant pas d'une comptabilité conformément à la réglementation comptable en vigueur ».

Pour appréhender les différentes facettes de l'économie informelle, Razeto et Calcingi(1989)proposent une grille de classification sur la base de deux critères voir tableau ci-dessous: Dans le premier critère, les auteurs distinguent cinq types d'entrepreneurs informels, quant au 2^{ème} critère, trois niveaux de développement d'activités dans l'économie informelle apparaissent ; ils sont fonction de l'importance des revenus générés, de leur stabilité et de la valeur que leurs participants leur accordent.

Tableau 1: Structure de l'économie populaire

	Organisations d'Economie Populaire (OEP)	Entrepreneurs informels de types familiaux	Initiatives individuelles	Stratégies d'assistance	Activités illégales
Niveau de croissance	Ateliers autogérés	Ateliers productifs	Chauffeurs de taxi	Organisations de revendications de logement	Trafic de drogues
Niveau de subsistance	Groupes d'achat	Petits magasins	Petites réparations	Bénéficiaires d'institutions de charité	Vente clandestine
Niveau de survie	Marmites populaires	Récolte de déchets	Vendeurs de rue	Mendicité	Petits vols

Source : Razeto&Calcingi, 1989

En combinant ces deux critères, Razeto et Calcingi(1989) identifient un certain nombre de situations différentes que l'on peut trouver au sein de l'économie populaire.

Le débat sur l'économie informelle, vaste et hétérogène, s'est concrétisé en quatre courants de pensée présentant quatre approches dominantes sur les origines et les causes de l'informalité (Roubaud 2000 ; Bacchetta, Ernst, et Bustamante 2009) :

- ✓ L'approche « dualiste » s'inscrit dans le prolongement des travaux de Lewis(1954) et de Harris et Todaro(1970) ; cette approche est basée sur un modèle de marché du travail dual ou segmenté où la sphère informelle de l'économie comprend des activités marginales - distinctes de la sphère formelle et non liées à celle-ci - qui procurent un revenu aux pauvres

et un filet de sécurité en temps de crise ; c'est une économie de subsistance qui n'existe que parce que l'économie formelle est incapable d'offrir des emplois en nombre suffisant ;

✓ L'approche « structuraliste » voit dans l'économie informelle des unités économiques subordonnées (micro-entreprises) et des travailleurs qui permettent de réduire les coûts des intrants et de la main-d'œuvre et, partant, d'accroître la compétitivité des grandes entreprises capitalistes (Moser 1978; Portes, Castells, et Benton 1989) ; selon une relation de subordination, l'économie informelle accroît la flexibilité et la compétitivité de l'économie en fournissant du travail et des produits à bon marché aux entreprises formelles;

✓ L'approche « légaliste » considère que le secteur informel est constitué de micro entrepreneurs courageux qui choisissent d'opérer de manière informelle afin d'éviter les coûts, le temps et les efforts d'un enregistrement formel (Soto 1994, 2003) ;

✓ Enfin, l'approche « volontariste » pour laquelle les entrepreneurs informels cherchent intentionnellement à échapper aux réglementations et aux coûts de productions formels, se rejoignant ainsi sur ce point à l'approche légaliste, mais ne reproche pas la lourdeur des procédures et règles d'enregistrement formelles.

Ainsi, le point commun entre les quatre approches de l'informalité citées en haut réside dans le fait que les entreprises informelles devraient être soumises à l'environnement réglementaire formel afin d'accroître l'assiette fiscale et de réduire la concurrence déloyale aux entreprises formelles.

1.2. CONTRIBUTION DE LA SPHERE INFORMELLE DANS L'ECONOMIE MAROCAINE

Peu d'études statistiques sur l'économie informelle, donc difficulté de compréhension du phénomène. Ceci constitue une vraie entrave pour les pouvoirs publics, ne pouvant ainsi pas agir et élaborer les politiques socio-économiques les plus adaptées. Cela revient à plusieurs facteurs (Cling et al. 2012) :

- Flou des définitions en dehors de la communauté statistique ;
- Manque d'intérêt de la part des autorités envers un secteur opérant à la marge de l'économie et ne payant pas d'impôts ;
- Difficultés de mesure, compte tenu précisément du fait que ce secteur est à la marge ;

CONTRIBUTION DE LA SPHERE INFORMELLE A L'ECONOMIE MAROCAINE : QUELLES MESURES DE TRANSITION VERS L'ECONOMIE FORMELLE ?

- Enfin, idée préconçue selon laquelle le secteur informel est une marque de sous-développement et est appelé à progressivement disparaître au fur et à mesure du développement des pays.

En effet, l'insuffisance de la crédibilité des données limite la pertinence des analyses présentées dans les rapports internationaux sur ce sujet (Bacchetta, Ernst, et Bustamante 2009 ; Jütting et de Laiglesia 2009). De plus, le manque d'adéquation des données ne permet pas aux études économiques d'adopter une définition ad hoc (les petites et moyennes entreprises par exemple) et sont très approximatives (Guha-Khasnobis et Kanbur 2006).

L'informalité pose de sérieux problèmes économiques à travers le monde. Selon l'étude de Medina et Schneider (2017) faite sur un échantillon de 158 pays entre 1991 et 2015, l'informel représente en moyenne 31,9 % des économies des pays étudiés, les trois pays en tête du classement sont : la Géorgie (64,9 %), la Bolivie (62,3 %) et le Zimbabwe (60,6 %), tandis que les trois pays les plus transparents sont : la Suisse (9%), les Etats Unis (9,4%) et l'Autriche (9,9%). En Afrique, la part du formel dans l'économie est passée de 42,36% entre 1991 et 1999 à 39,99% entre 2000 et 2009, et à 36,16% entre 2010 et 2015. Ce qui confirme l'importance de la croissance pour la réduire. Ceci dit, plus une économie est développée, plus faible est sa part informelle. Ce constat a été démontré dans l'étude de Bacchetta, Ernst, et Bustamante(2009), selon ces auteurs, les pays dont l'économie informelle est de taille supérieure à la moyenne risquent trois fois plus de subir les effets néfastes d'une crise que ceux où le taux d'informalité est plus faible.

Ainsi, l'étude de Medina et Schneider (2017) positionne le Maroc au 91ème rang, avec un taux de 34%, devant des pays comme l'Egypte (34,2%) ou la Tunisie (35,3%), mais se situant derrière d'autres économies comme la Malaisie (31,5%) ou la Turquie (31,3%).

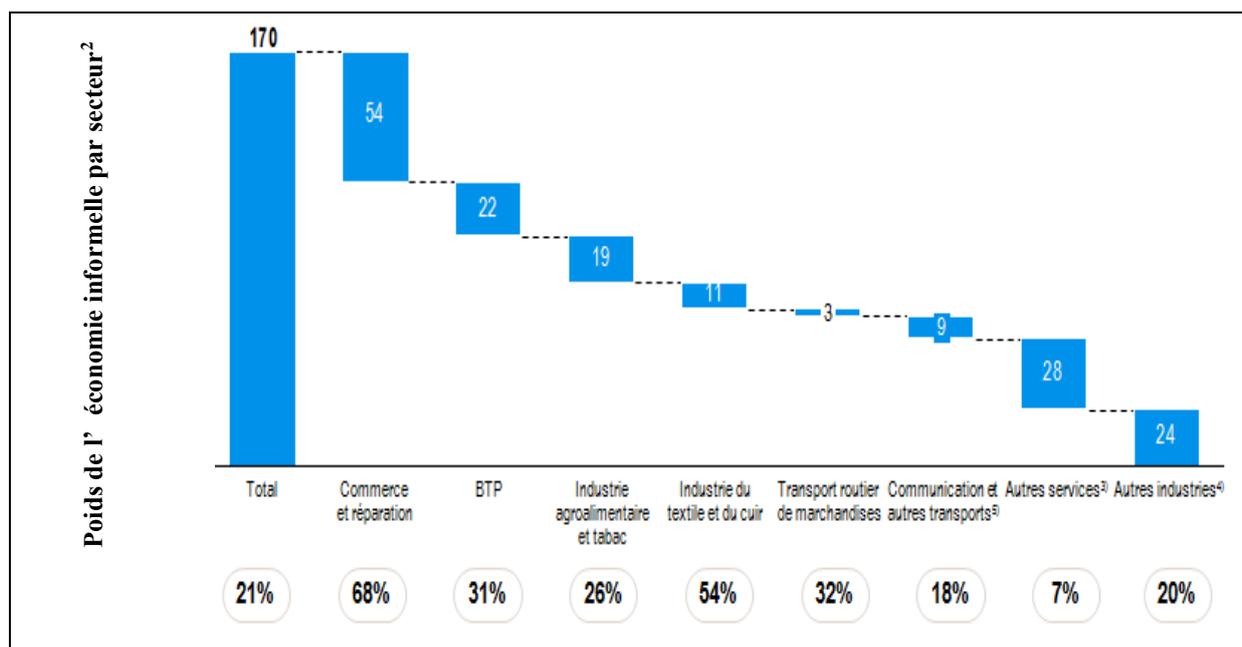
« Concurrence déloyale » ou « chaîne destructrice de valeurs », telles étaient les jugements de la CGEM, suite à l'étude faite par le cabinet Roland Berger pour son compte, et qui portait sur « l'économie informelle : impact sur la compétitivité des entreprises et propositions de mesures d'intégration ».

La dernière étude qui a été faite sur l'économie informelle est celle du cabinet Roland Berger en 2014, afin d'évaluer la contribution de la sphère informelle dans l'économie marocaine. Les résultats de l'étude sont choquants, et méritent une grande réflexion. En effet,

CONTRIBUTION DE LA SPHERE INFORMELLE A L'ECONOMIE MAROCAINE : QUELLES MESURES DE TRANSITION VERS L'ECONOMIE FORMELLE ?

l'économie informelle est évaluée à 170 Mds MAD (figure 1), dont 68% est concentré dans le commerce – réparation (54 Mds MAD), talonné par l'industrie du textile et du cuir qui représente 54%, soit 11 Mds MAD, suivi du transport routier avec 32% (3 Mds MAD).

Figure 1: Décomposition du PIB de l'économie informelle par secteur d'activité (2014 ; Hors secteur primaire ; Mds MAD)

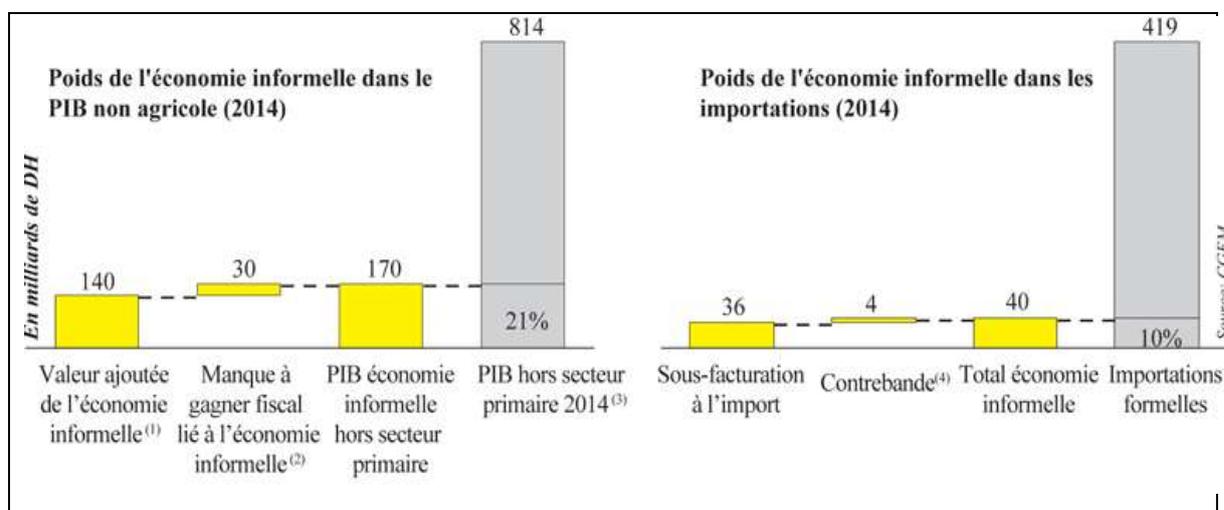


- 1) Le poids de la contrefaçon est comptabilisé dans la contrebande et les UPs
- 2) En fonction du pourcentage du PIB sectoriel i.e valeur ajoutée du secteur + impôts nets des subventions du secteur
- 3) Restauration, hôtellerie, services personnels, autres services
- 4) Travail de bois et fabrication d'articles en bois, fabrication de produits minéraux non métalliques et travail des métaux, industrie du papier et du carton, édition, imprimerie et reproduction, industrie du caoutchouc et du plastique, métallurgie, industrie chimique,...
- 5) Transport international routier, transport de personnes, messagerie,....

Source : HCP, entretiens, analyse Roland Berger

Ainsi, l'informel pèse très lourd dans l'économie marocaine (figure 2), sa valeur ajoutée s'élève, selon l'étude Roland Berger, à 140 Mds MAD, et représente plus de 20% du PIB hors secteur primaire. Cette économie recèle un gisement annuel estimé à 40 Mds MAD, soit 10% des importations formelles, dont la grande partie (36 Mds MAD) est due à la sous-facturation à l'import, et les 4 Mds MAD restantes représentent la valeur de la contrebande.

Figure 2: Poids de l'économie informelle dans le PIB hors secteur primaire, et dans les importations

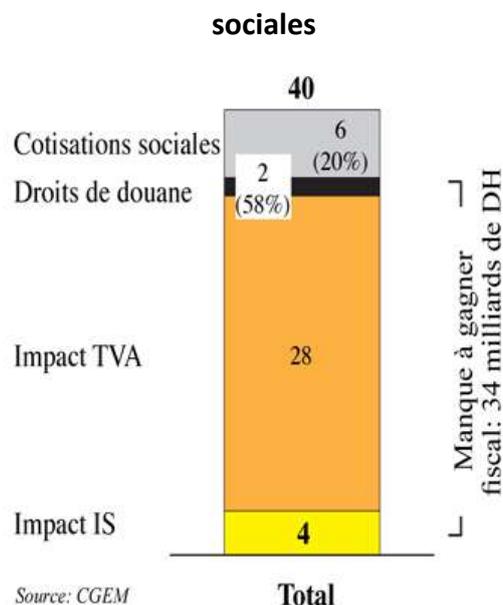


- 1) Composé de la VA UPIs liée à la sous déclaration de CA et la VA liée à la substitution de 83% de la contrebande par de la production locale (90% pour IAA, 80% pour l'industrie du textile et du cuir et des autres industries)
- 2) Composé du manque à gagner sur les droits de douane (contrebande et sous-facturation à l'import) et de TVA (UPIs : contrebande, sous-déclaration de CA, sous-facturation à l'import)
- 3) Composé de la TVA hors secteur primaire et des impôts sur les produits nets de subventions
- 4) Composé de la quote-part de la contrebande substituée par des importations (17%)

Source : Etude CGEM sur l'informel

Un autre point marquant dans l'étude menée par le cabinet Roland Berger est celui de la valeur très significative que coûte l'économie informelle à l'Etat (figure 3) qui s'élève à 40 Mds MAD, dont 34 Mds MAD des recettes fiscales échappées à l'Etat, le restant de 6 Mds MAD échappe en cotisations sociales. C'est donc un manque à gagner pour l'Etat.

Figure 3: le manque à gagner pour l'Etat en termes de recettes fiscales et de cotisations



Finalement, il en ressort de l'étude CGEM que l'économie informelle est un vrai réservoir en main-d'œuvre, les données analysées recensent plus de 2,65 millions d'emplois informels.

Dès lors, on constate bien que la prolifération de la sphère informelle menace le tissu économique du pays ainsi que sa compétitivité. L'existence d'un secteur informel important est susceptible de décourager les promoteurs qui voudraient créer des entreprises formelles, et limite l'investissement et l'innovation chez ces dernières. En effet, la concurrence dans l'informel jugée déloyale par la CGEM conduit les entreprises formelles à basculer vers l'informel ; Ceci revient en premier lieu au non-paiement des impôts et charges par les acteurs dans la sphère informelle, leur permettant ainsi de créer des leviers de rentabilité supérieurs, et donc d'avoir des gaps de compétitivité prix très important, autrement-dit, les gaps de compétitivité prix observés entre les produits de l'économie formelle et ceux de l'économie informelle génèrent une pression négative sur les prix du marché, c'est-à-dire que les prix de référence sont fixés par l'économie informelle, ce qui fait perdre les acteurs du formel une part de marché significative.

Ainsi, si le pouvoir d'achat des consommateurs finaux est impacté positivement par l'économie informelle, les règles d'hygiène et la qualité des produits laissent vraiment à désirer. De même, l'emploi dans la sphère informelle est précaire, instable, avec un salaire moyen faible, et sans avantages sociaux. Selon Florence Bonnet (OIT 2018) : « Il y a urgence à

s'attaquer à l'informalité. Pour des centaines de millions de travailleurs, l'informalité implique un manque de protection sociale, de droits au travail et de conditions de travail décentes ; pour les employeurs, elle s'accompagne d'une faible productivité et de difficultés d'accès au crédit. Nous avons absolument besoin de données sur ces sujets pour concevoir des politiques intégrées et appropriées qui s'adaptent à la diversité des situations et des besoins ».

2. LE CENTRE DE TRI D'OUM AZZA : MODELE PROMETTEUR DE LA TRANSITION DU TRI INFORMEL VERS LE TRI FORMEL

Notre étude tente d'explorer le degré de réussite de la transition d'une économie informelle vers une économie formelle, notamment dans le cas de la coopérative ATTAWAFOUK, unique en son genre en matière de recyclage (voir encadré 1 : fiche technique de la coopérative).

1.1. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

L'enquête a porté sur la coopérative ATTAWAFOUK des agents de tri (ou trieurs formels) du centre d'Oum Azza, qui compte 151 personnes au total, mais qu'il ne nous a été possible d'enquêter que 34 personnes uniquement (dont 1 président de la coopérative, 3 chefs d'équipe, et 30 agents de tri), vu leurs conditions de travail. Il s'agit d'une coopérative de recyclage travaillant sur le tri des déchets provenant des villes de Rabat-Salé et Témara. En effet, le choix de cette coopérative a été basé sur le critère d'unicité, du moment où elle représente le seul centre de tri au Maroc qui a réussi à intégrer des anciens trieurs informels dans une unité formelle. La population étudiée est composée des membres de la coopérative (président, chefs d'équipes et agents de tri).

Dans ce cadre, nous avons opté pour différentes techniques afin de procéder à la collecte des données nécessaires. D'une part, l'utilisation d'un guide d'entretien semi-directif composé de questions fermées et d'autres semi-ouvertes, or, vu le niveau d'instruction des agents de tri, nous avons mené nos entretiens avec eux en dialecte marocain ; et d'autre part, des entretiens libres qui ont été menés avec le président de la coopérative.

Encadré 1: Fiche technique de la coopérative ATTAWAFOUK du centre de tri d'Oum-Azza

Dans le cadre de la mise à niveau du secteur de recyclage des déchets en milieu urbain, le Maroc a entrepris plusieurs actions stratégiques, notamment le Programme National des Déchets Ménagers (PNDM), dont le principal objectif était le développement de la filière « tri-recyclage-valorisation » pour permettre d'atteindre un taux de 20% de recyclage dans l'horizon 2020. C'est dans ce cadre qu'un contrat de 20 ans a été signé avec le groupe Pizzorno Environnement, suite à un appel d'offre lancé par la Wilaya de Rabat-Salé-Zemmour-Zaers.

Ainsi, suite à la signature d'une convention en Mai 2007 entre Teodem (filiale du groupe Pizzorno au Maroc) et l'autorité de tutelle des 13 communes de la région de Rabat-Salé-Skhirat (selon l'ancienne organisation territoriale du Maroc), le nouveau centre de tri d'Oum-Azza a vu le jour en substitution de l'ancienne décharge d'Akrach. Il constitue le centre d'enfouissement et de tri moderne le plus important du maghreb. C'est dans ce centre de tri que la coopérative ATTAWAFOUK s'est installée.

- ✓ Nom de la coopérative : ATTAWAFOUK
- ✓ Date de création : 3 JANVIER 2010
- ✓ Date d'agrégation : 19 JUILLET 2010
- ✓ Etablissement d'agrégation : Office de Développement de la Coopération (ODCO)
- ✓ Date de démarrage : 2011
- ✓ Capital : 16.700 MAD
- ✓ Secteur d'activité : Recyclage des déchets
- ✓ Effectif : 151 trieurs (27 femmes et 124 hommes)
- ✓ Objectifs :
 - Amélioration des conditions de travail et de vie des agents de tri (anciens trieurs informels) ;
 - Reconnaissance de l'activité de tri ;
 - Valorisation des déchets à travers le réemploi et le recyclage ;
 - Participation à la préservation de l'environnement et la diminution du volume des déchets destinés à l'enfouissement

Source : Elaboré par l'auteur sur la base de l'enquête

1.2. PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE

• Caractéristiques démographiques et socio-économiques des coopérants

L'échantillon étudié de la coopérative comporte 24% des femmes (dont 37% mariées, 13% divorcées, et 50% veuves), contre 76% d'hommes (dont 15% célibataires, et 85% mariés), âgés de 28 ans à 58 ans, et ayant de 1 à 7 enfants.

En effet, toutes les femmes enquêtées assument les charges financières de leur foyer, ceci est dû à la perception positive de leur travail par leurs maris avant et après l'intégration de la coopérative d'une part ; et à l'obligation de partager les charges vu le coût élevé de la

vie, d'autre part. Dans l'ensemble, l'intégration de la coopérative était très bénéfique pour l'ensemble des enquêtés sur le point de l'éducation des enfants et de la contribution ou la prise des charges de la famille.

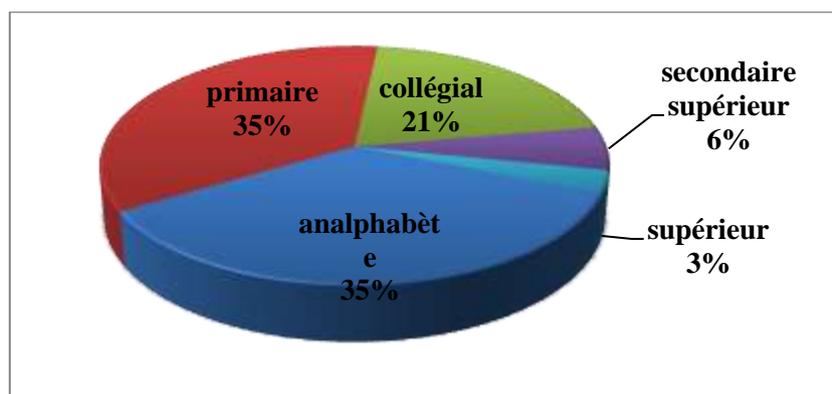
Selon les résultats de notre enquête, la transition du tri informel vers le tri formel a des effets économiques très positifs pour tous les agents enquêtés. Ils ont tous un même salaire mensuel fixe de 2500 MAD (en cas d'absence non justifiée, ce salaire peut être touché en fonction des heures de travail manqués), en plus d'une indemnité pouvant augmenter leur revenu mensuel jusqu'à 2700 MAD. Sans oublier le transport du personnel assuré par les propres moyens de la coopérative. De plus, tous les agents de la coopérative sont affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et donc ont une retraite, ce qui n'était pas le cas avant la transition, chose qui leur est très bénéfique si on considère les avantages économiques de l'affiliation à la CNSS au Maroc. Un autre point marquant dans cette étude concerne le degré d'amélioration de la qualité de vie et du travail des enquêtés et de leurs familles après la transition. 50% des enquêtés trouvent que leur vie et leurs conditions de travail se sont grandement améliorées, tandis que les autres enquêtés ont signalé l'amélioration remarquable de leurs conditions de travail, alors qu'ils trouvent (avec grande hésitation dans la réponse) leur vie sans amélioration même après la transition. Cette deuxième catégorie a pris notre attention, et donc en faisant avec eux un petit calcul de ce qu'ils avaient et ce qu'ils n'avaient pas avant d'intégrer la coopérative –tout en restant très objective-, ils ont finalement avoué que cette transition vers le tri formel a un impact vraiment positif. Il en résulte que la transition du tri informel vers le tri formel a amélioré la vie et les conditions de travail de l'ensemble de la population enquêtée.

- **Niveau d'instruction et formation des enquêtés en pré et post transition**

La coopérative ATTAWAFOUK qui est composée de 151 personnes au total compte 23 analphabètes. Dans notre échantillon étudié, le taux d'analphabétisme atteint 35%, ce qui reste tout à fait normal au Maroc où ce taux est de 32% selon la note d'information de (HCP 2017). Malheureusement, la coopérative n'arrive pas à leur offrir un lieu d'apprentissage et de formation, et les agents ne peuvent pas avoir accès à des sessions d'alphabétisation en dehors du lieu de travail. Sur ce point-là, ils souhaitent tous en bénéficier. Notre échantillon compte également 35% d'agents qui ont suivis un enseignement primaire, 21% dans

l'enseignement collégial, et 6% dans l'enseignement secondaire supérieur (lycée). Malheureusement, la coopérative ne compte qu'une seule et unique personne qui a suivi un enseignement supérieur avant la transition, c'est son président ayant obtenu une licence. (Voir graphique ci-dessous).

Figure 4: Niveau d'instruction des agents de tri enquêtés



Source : Elaboré par l'auteur sur la base de l'enquête

En intégrant la coopérative ATTAWAFOUK, les agents de tri ont bénéficié de séances de sensibilisation à l'importance du regroupement dans le cadre d'une structure (coopérative), qui ont été organisées par l'Office Du Développement De La Coopération (O.D.C.O.) à hauteur de 4 heures au total, et une séance de sensibilisation aux règles d'hygiène, qui reste très peu suffisante pour des gens travaillant sur le tri de déchets non seulement ménagers, mais aussi industriels et médicaux, ce qui aura certainement des impacts sanitaires négatifs pour les travailleurs sur le long terme.

D'un autre côté, la transition du tri informel vers le tri formel par le biais du regroupement dans une coopérative n'a pas eu d'effets vraiment significatifs sur le plan personnel en termes de formation et d'apprentissage. Notre enquête a révélé que le développement du personnel dans ce sens n'a concerné que le président de la coopérative qui a fait une formation de 2 ans en gestion des entreprises et a eu son diplôme de technicien spécialisé lui permettant de bien prendre en charge la gestion de la coopérative, et 3 agents de tri qui ont pu obtenir leurs diplômes de technicien en électricité de maintenance industrielle, afin qu'ils puissent assurer l'installation, l'entretien et la maintenance des équipements acquis par la coopérative.

- **Compétences acquises en post-transition et communication avec les enquêtés**

L'expérience des agents de tri, acquise avant leur intégration dans la coopérative, a un impact positif, ils sont tous compétents dans leur travail. Au départ, cette expérience ne leur avait pas donné la capacité de régler eux-mêmes les problèmes techniques qui les entravaient, mais, par la suite, ils ont pu l'améliorer grâce à leur sens d'écoute développé au fil du temps après la transition.

- **Organisation du travail et continuité**

Avec le démarrage effectif de la coopérative, il y avait 157 trieurs ; par la suite, 6 personnes ont quitté le travail dans le centre d'Oum Azza. D'après le président de la coopérative, ces personnes n'étaient pas assez convaincues de l'idée de travailler ensemble dans une seule entité qui est la coopérative, elles ne croyaient même pas à sa réussite dans le long terme. Mais il y a l'intention de la part du président de la coopérative d'intégrer d'autres trieurs informels dans le futur.

A présent, le président de la coopérative se charge uniquement des affaires administratives et ne fait pas le tri avec le groupe. Une personne est chargée du transport des agents, 3 personnes se chargent de la maintenance chaque dimanche, et faisant le tri du lundi au vendredi, 2 personnes assurent le contrôle et la supervision sur place, et le reste de la population travaille en rotation dans le sens horaire, c'est-à-dire que l'équipe du matin (de 6H30 jusqu'à 12H30) est suivie par l'équipe d'après-midi (de 12H30 jusqu'à 18h30), elle-même suivie par l'équipe du soir (de 18h30 jusqu'à 00h30 ou des fois jusqu'à 1h), à raison de 6h de travail par jour pour chaque équipe, et 6j/7j. En effet, cette organisation était impossible avant de se regrouper dans le cadre de la coopérative, « chaque jour on devrait aller à la décharge à 19h, on change nos vêtements, on attend jusqu'à 21h l'arrivée des déchets, on commence notre travail qui ne s'arrête qu'à 6h du matin. C'est donc 9H de travail continu sans inclure les 2 heures d'attente. Ce n'était pas une chose aisée, le travail n'était ni organisé, ni sécurisé, on s'attendait à tout à n'importe quel moment. C'était un travail sauvage », a affirmé le président de la coopérative, qui a bien réussi à créer le désir d'engagement chez les agents de tri. Ceux-ci cherchent, d'après les résultats de notre enquête, à s'adapter en permanence aux exigences du travail dans la coopérative.

- **Accompagnement, autonomie et implication dans la prise de décision**

Lors de la journée d'étude sur l'entrepreneuriat social qui s'est tenue à Marrakech le 8 Janvier, tous les représentants des coopératives ont mis l'accent sur leur besoin en accompagnement. La problématique se voit cruciale également pour la coopérative qui juge très important l'accompagnement de développement surtout en périodes de difficultés, car dans les premières années de son activité, elle avait des difficultés pour écouler la matière triée, ce qui a causé des retards de paiement de salaires pour les agents, de même, en l'absence d'accords commerciaux dans les premières années pour achat régulier des matières, ATTAWAFOUK en subissait pleinement conséquence.

Selon le président de la coopérative, « l'appui ne s'attend pas, c'est à nous de le chercher là où il nous sera possible de l'avoir ». La coopérative est autonome du groupe Pizzorno environnement, et son jeune président est le seul impliqué dans la prise de décision. Sa forte motivation ainsi que son grand attachement à l'équipe lui ont permis de gagner la confiance sur le marché. Depuis 3 ans presque, elle a pu acquérir 2 camions lui permettant de transporter les matières triées au moyen de ses bénéfices réalisés et accumulés depuis son démarrage (seuls 40% des bénéfices ont été répartis en 2015 sur les agents selon le nombre d'heure de travail de chacun), donc sans aucun appui financier de l'Etat. De même, ATTAWAFOUK a pu signer 4 accords commerciaux avec 4 sociétés au Maroc (Aya recyclage de Kamouni, Sumilon de Tanger, Famacolor et NTN SNR de Casablanca). Dans cette optique, l'encadrement de l'ODCO était important pour la coopérative, car grâce à lui, elle a trouvé sa place sur le marché, surtout après l'acquisition d'une machine de compression des bouteilles d'eau en plastiques qui, avec sa force de compactage, permet à la coopérative de gagner en temps et en quantités transportées. Cet achat résulte de l'implication de la coopérative dans un projet dans le cadre de l'Initiative Nationale Pour le Développement Humain (INDH). La valeur de la machine s'élève à 1680000 MAD, dont 600000 MAD de la part de l'INDH.

- **Effets du coopératisme sur l'environnement**

A travers cette étude, nous avons pu déceler le rôle très remarquable de la coopérative ATTAWAFOUK dans la conservation de l'environnement :

- ✓ Grâce aux agents de tri, la coopérative ATTAWAFOUK arrive à extraire chaque année plus de 50000 tonnes de matières valorisables ;

CONTRIBUTION DE LA SPHERE INFORMELLE A L'ECONOMIE MAROCAINE : QUELLES MESURES DE TRANSITION VERS L'ECONOMIE FORMELLE ?

- ✓ Réduction du volume des déchets destinés à l'enfouissement (la grande partie sous forme de matières triées est destinée aux sociétés industrielles, une partie importante du refus du centre d'Oum Azza est transférée au groupe LAFARGE HOLCIM, le peu de déchets restants est transporté pour l'enfouissement ;
- ✓ Valorisation énergétique des déchets : Plus de 90000 tonnes de déchets par an sont destinés au groupe LAFARGE HOLCIM afin d'être utilisés comme Combustibles Solides de Récupération (CSR), alimentant plusieurs cimenteries au Maroc ;
- ✓ Chaque année, 80000 tonnes de déchets verts sont utilisées dans le compostage après leur valorisation.

• Contraintes de développement de la coopérative

La coopérative constitue une voie de valorisation du secteur de recyclage pour les trieurs, qui participent grandement au développement durable. Nonobstant, plusieurs entraves restent à surmonter dans le futur. Dont on cite notamment :

- ✓ L'analphabétisme d'un bon nombre des coopérants, et leur fort besoin de formation en langues (français ou même anglais).
- ✓ L'âge avancé de plus en plus des agents de tri (hommes et femmes) empêche leur dynamisme et par la suite la croissance de la coopérative.
- ✓ Contrairement à ce qui se dit, la coopérative ne peut pas bénéficier de crédit à un taux faible, du moment où elle est comptabilisée pour les banques comme étant une entreprise.
- ✓ Des carences d'encadrement et d'accompagnement qui ne permettent pas un accès facile de la coopérative au marché.
- ✓ Local instable (bureau de la coopérative en construction modulaire). Dans cette situation, la coopérative se voit menacée d'être déplacée à tout moment.

3. MESURES DE TRANSITION VERS L'ECONOMIE FORMELLE : PROPOSITION D'UN MODELE CONTEXTUEL

L'objectif de cette étude est de déterminer les mesures de transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, nous allons donc étudier cette transition comme étant un changement. Sous cet angle, l'approche la plus appropriée pour contourner notre étude est « l'approche contextualiste » de (Pettigrew 1987) (voir schéma ci-dessous).

Figure 5: Le modèle contextuel de Pettigrew



Dans le modèle de PETTIGREW, analyser un changement implique d'envisager : le contenu, le contexte, et le processus du changement. Dans notre modèle contextuel de la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, on est bien en présence d'autres éléments, à savoir : la communication stratégique, les comportements des différents acteurs concernés par le changement, les résultats attendus, les actions modernisatrices, et le développement collectif.

- **Contenu (quoi changer) :**

La sphère informelle est comprise comme un ensemble cohérent d'activités avec sa propre dynamique de fonctionnement. Cependant, face à une hétérogénéité et une multitude des formes organisationnelles économiques de cette sphère, il est nécessaire de bien préciser le contenu du changement, qui est l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis de cette économie informelle.

- **Contexte (pourquoi changer) :**

On cherche la réhabilitation des acteurs informels. Par le changement de l'attitude de l'Etat à l'égard de cette économie, on veut intégrer ces acteurs dans un cadre organisé visant l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

- **Processus (comment changer) :**

Pour réussir la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, les pouvoirs publics doivent nécessairement savoir et pouvoir adapter les acteurs de l'informel aux développements et aux évolutions de leur environnement : d'une part, en connaissant dans le détail l'ensemble des composantes et des mécanismes de fonctionnement de la sphère informelle au niveau local et régional ; et d'autre part, en inventant de nouvelles formes d'intervention répondant au mieux aux besoins de la classe populaire.

Le processus de changement consiste à relier la réflexion des acteurs de la sphère informelle et les actions entreprises par les pouvoirs publics. Les choix stratégiques ne sont pas toujours trop pertinents, du coup, les pouvoirs publics doivent pouvoir conserver la cohérence entre leurs actions et les choix des acteurs informels, en définissant des objectifs très clairs pouvant être bien compris par l'ensemble des acteurs.

- **Communication stratégique et comportements :**

Un certain changement de comportement peut se traduire consciemment ou inconsciemment par ce que l'on appelle « la résistance au changement ». Donc c'est là où on voit très clairement l'importance « de la communication stratégique ».

La communication stratégique permet de revoir le comportement des acteurs en actions susceptibles d'aboutir au meilleur résultat. Elle constitue la déclinaison de la stratégie de communication de l'organisation en objectifs et actions planifiés. Donc du moment où la sphère informelle change pour se développer afin de se positionner de manière formelle et cohérente dans l'environnement, la communication stratégique va lui permettre de maintenir et de maîtriser cette cohérence ou cette harmonie.

- **Actions modernisatrices**

Le processus de transition de l'économie informelle demande de mettre en place une séquence d'actions modernisatrices, et de mesurer les résultats. Dans ce sens, on propose de :

- ✓ Mettre sur scène des facilitateurs de changement qui puissent étudier les comportements des acteurs informels, poser un cadre de confiance, questionner et travailler à partir des réponses de ces acteurs, c'est donc faire l'analyse sur terrain, et ensuite, être proactif dans le développement de solutions ;

- ✓ Améliorer les techniques utilisées dans chaque secteur en post-transition pour augmenter la productivité et faciliter les opérations ;

- ✓ Formuler des stratégies étatiques à long terme pour que les coopératives restent pérennes et concurrentielles sur le marché ;

- ✓ Avancer la commercialisation et le marketing en faveur des coopératives ;

- ✓ Faire avancer les connaissances et partager les expériences réussies ;

CONTRIBUTION DE LA SPHERE INFORMELLE A L'ECONOMIE MAROCAINE : QUELLES MESURES DE TRANSITION VERS L'ECONOMIE FORMELLE ?

✓ Assurer l'égalité entre lauréats d'écoles nationales et des universités (la grande partie des jeunes travaillant dans l'informel sont issus des universités) ;

✓ Offrir des services attractifs aux petites entreprises et aux coopératives, tels que les services de formation, la facilitation des procédures administratives et de l'accès au financement (beaucoup de jeunes se trouvent dans l'incapacité de disposer des garanties exigées par les institutions financières);

✓ Favoriser la création des coopératives en faisant une étude préalable, une étude économique, et une étude de faisabilité ;

✓ Améliorer la connaissance de la sphère informelle pour mettre en œuvre des politiques adaptées. Pour ce faire, les pouvoirs publics doivent nécessairement revoir leur méthode de calcul du poids de cette sphère, qui n'inclut pas les activités informelles non patentées (non inscrites dans les registres commerciaux).

- **Résultats**

Chaque étape du processus de transition doit conduire à un résultat précis. C'est comme cela que l'on augmentera progressivement l'adhésion de chaque acteur de l'informel.

- **Développement collectif**

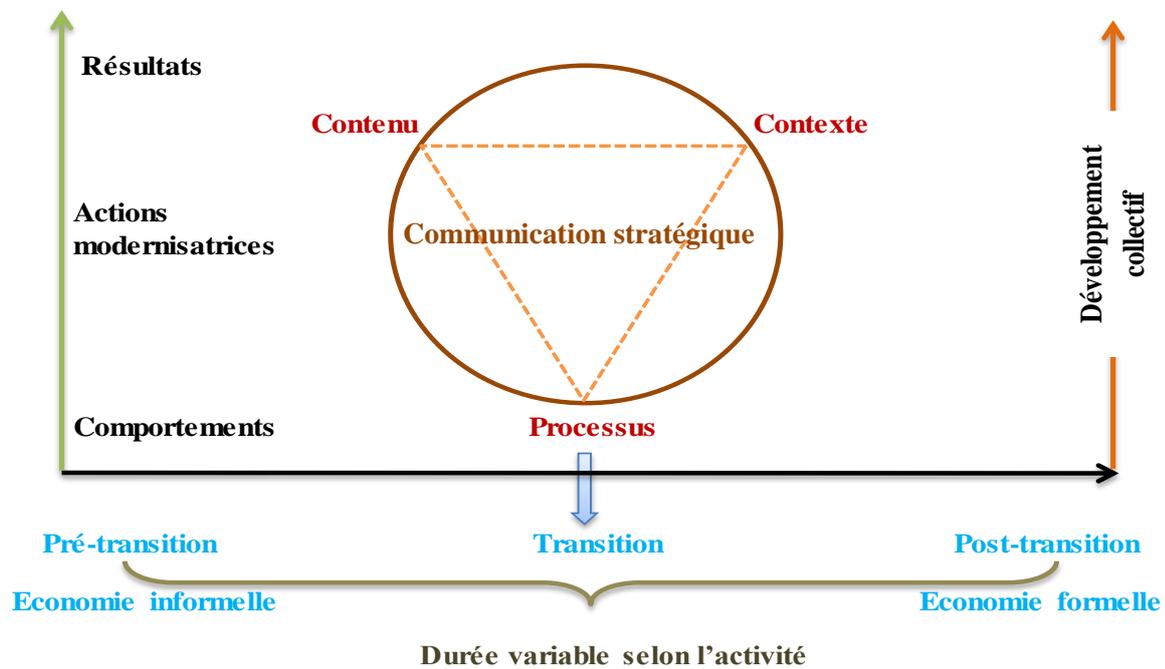
Par la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, on doit impérativement :

✓ Chercher à mettre en place des conditions favorables, tout ce qui permet de faire naître du développement collectif, comme les politiques publiques, la reconnaissance et le financement ;

✓ Adopter une nouvelle stratégie managériale qui s'oriente vers le collaboratif pour créer de l'intelligence collaboratif ;

✓ Finalement, on propose de faire une conduite de changement, l'objectif principal consiste à maintenir une adéquation constante entre les caractéristiques de l'environnement externe et les capacités des acteurs de la sphère informelle.

Figure 6: Modèle contextuel de transition de l'économie informelle vers l'économie formelle



CONCLUSION

Pour développer la dynamique socio-économique des agents de tri des villes de Rabat-Salé-Témara objet de l'étude, il faut relever les défis dont souffrent le système coopératif en termes de commercialisation et d'accompagnement. En outre, il est très judicieux d'assurer un suivi et un encadrement régulier de la part des pouvoirs publics afin de réussir la transition vers l'économie formelle, et d'améliorer la productivité et la compétitivité du système.

L'enquête de terrain que nous avons réalisé dans les villes susmentionnées dévoile un impact positif du coopératisme sur la situation socio-économique des agents de tri (ex trieurs informels) et montre en même temps les contraintes du développement de ce système en termes de formation et de gestion des ressources humaines, de financement, de stabilité, et d'accompagnement.

Il ne s'agit pas d'une simple préoccupation en termes d'équité sociale, réussir la transition de la sphère informelle vers la sphère formelle permettra certainement d'améliorer l'efficacité dynamique de notre pays, de générer davantage de recettes fiscales, et d'améliorer sa capacité à stabiliser son économie. Sous cet angle, une approche politique réussie nécessite une compréhension adéquate de la problématique de l'informalité. Contraindre les acteurs informels à institutionnaliser leur présence dans l'économie nationale et à payer des impôts n'est pas une tâche aisée, vaudra mieux les aider dans un premier temps à se consolider.

BIBLIOGRAPHIE

BACCHETTA, MARC, EKKEHARD ERNST, ET JUANA PAOLA BUSTAMANTE. (2009), "Globalization and Informal Jobs in Developing Countries". Genève: *International Labour Office*.

BANK AL-MAGHRIB.(2017), « Rapport annuelsurl'execice 2017 ».

BECKER, KRISTINA FLODMEN. (2004), « The Informal Economy ».Swedish International Development Cooperation Agency, Mars.

BUEHN, ANDREAS, ET FRIEDRICH SCHNEIDER.(2012), « Shadow Economies around the World: Novel Insights, Accepted Knowledge, and New Estimates ». *International Tax and Public Finance* 19 (1): 139-71.

CHARMES, JACQUES. (1987),« Débat actuel sur le secteur informel ». *Revue Tiers Monde* 28 (112): 855-75.

CLING, JEAN-PIERRE, STEPHANE LAGREE, MIREILLE RAZAFINDRAKOTO, ET FRANÇOIS ROUBAUD. (2012), "L'économie informelle dans les pays en développement". AFD.

DROH, DE BLOGANQUEAUX SOHO RUSTICOT. (2013), « Eléments de « redéfinition » Du Concept de Secteur Informel et Construction Sociale de l'incomplétude Des Critères d'illégalité ». In *XXIXèmes Journées Du Développement ATM 2013*. Université Paris-Est Créteil.

GUHA-KHASNOBIS, B., ET R KANBUR. (2006), "Informal Labour Markets and Development". 1^{re} éd. Palgrave Macmillan UK.

HARRIS, JOHN R., ET MICHAEL P. TODARO. (1970), « Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis ». *The American Economic Review* 60 (1): 126-42.

HCP. (2017),« Note d'information du Haut-Commissariat au Plan à l'occasion de la journée internationale de l'alphabétisation du 8 septembre 2017 ». Maroc: Haut Commissariat au Plan.

JÜTTING, J., ET J. DE LAIGLESIA. (2009), « L'emploi informel dans les pays en développement Une normalité indépassable ? » In *Études du Centre de développement*, OCDE, 170. Paris.

LAUTIER, BRUNO. (2004), *L'économie informelle dans le tiers monde*. Repères. La Découverte.

LEWIS, W. ARTHUR.(1954), « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour ». *The Manchester School* 22 (2): 139-91.

LOGNON, J-L.(2010), « Idéologies et pratiques d'appui du secteur informel en Côte d'Ivoire ». Sociologie, Abidjan: Cocody.

MEDINA, LEANDRO, ET FRIEDRICH SCHNEIDER.(2017), « Shadow Economies Around the World: New Results for 158 Countries Over 1991-2015 ». SSRN Scholarly Paper ID 2965972. Rochester, NY: Social Science Research Network.

MOSER, CAROLINE O. N.(1978), « Informal sector or petty commodity production: Dualism or dependence in urban development? » *World Development* 6 (9): 1041-64.

OIT. 2018. « Rapport OIT sur l'économie informelle ». Communiqué de presse.

PETTIGREW, ANDREW M.(1987), « Context and Action in the Transformation of the Firm ». *Journal of Management Studies* 24 (6): 649-70.

PORTES, ALEJANDRO, MANUEL CASTELLS, ET LAUREN A BENTON.(1989), *The Informal Economy : Studies in Advanced and Less Developed Countries*. Baltimore, Md. : Johns Hopkins University Press.

RAZETO, LUIS, ET RODRIGO CALCINGI.(1989), « Para un proyecto de desarrollo de un sector de economía popular de solidaridad y Trabajo: contribución a un proyecto de desarrollo y democratización de la economía ». In . Pet.

ROUBAUD, FRANÇOIS.(2000), "*L'économie informelle au Mexique : De la sphère domestique à la dynamique macro-économique*". Karthala-Orstom. Paris: Karthala.

SOKO, CONSTANT. (2011), *Les entrepreneurs informels en Côte d'Ivoire*. Etudes Africaines. Paris: L'harmattan.

SOTO, HERNANDO DE.(1994), *AUTRE SENTIER*. Economie. Paris: La Découverte.

SOTO, HERNANDO DE.(2003), *The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*. Black Swan.

WILLIAM, HALLER. (2005), « The informal economy and its paradoxes ». *Handbook of Economic Sociology, Second Edition, edited by Neil J. Smelser and Richard Swedberg*. Russell Sage Foundation and Princeton University Press, New York, 403-25.